

SYNDICAT MIXTE DU GRAND LÉGUÉ
Comité syndical du 17 février 2020

Envoyé en préfecture le 27/02/2020
Reçu en préfecture le 27/02/2020
Affiché le
ID : 022-200041648-20200217-2020_01_003-DE

DELIBERATION 2020-I-003

CREATION D'UN EMPLOI A TEMPS COMPLET DE REDACTEUR :
RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Date de la convocation : 11 février 2020

Nombre de voix des membres en exercice : 12 voix

L'an deux mille vingt, le dix-sept février, les membres du Comité syndical du Grand Légué, dûment convoqués, se sont réunis à l'Hôtel du Département (Saint-Brieuc).

Étaient présents :

Pour le Département des Côtes d'Armor : M. Alain CADEC, M. Gérard BLEGEAN, Mme Nadège LANGLAIS, Mme Monique LE VEE, M. Christian PROVOST.

Pour Saint-Brieuc Armor Agglomération : M. Bruno JONCOUR, M. Jean-Marie MOUNIER (arrivé à 14h50)

Pour le Conseil Régional de Bretagne : Mme Sylvie GUIGNARD, Mme Gaëlle NIQUE.

Absents représentés : M. Jean-Yves DE CHAISEMARTIN a donné pouvoir à M. Alain CADEC.

Absents excusés : M. Ronan KERDRAON, Thierry SIMELIERE (St Brieuc Armor Agglomération), M. Thierry BURLLOT, M. Philippe HERCOUET (Conseil régional)

Mme GAUTIER, payeuse départementale, assistait à la séance.

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 34 et les articles 3-2 ou 3-3,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Considérant la nécessité de créer un emploi permanent compte tenu du développement de l'activité,

Monsieur le Président rappelle que par délibération du 24 février 2014, il a été décidé de recruter un emploi de rédacteur à temps non complet, afin d'organiser les missions de gouvernance, de maîtrise d'ouvrage et de gestion dévolues au Syndicat mixte.

Les missions du Syndicat mixte se sont progressivement étendues. Le Syndicat mixte est en effet aujourd'hui autorité portuaire sur la partie plaisance et réparation navale et est compétent pour tous les projets d'envergure sur le port du Légué. Il est notamment en charge du projet du 4^{ème} quai.

Aujourd'hui, le personnel du Syndicat mixte est composé d'une Directrice sur un temps non complet à 50 % et d'une Responsable administrative sur un temps non complet à 50 %.

Les missions actuelles du Syndicat mixte sont déjà très larges avec notamment le suivi de la Délégation de Service Public plaisance et réparation navale, le suivi des AOT, le suivi des études liées au 4^{ème} quai.

Pour autant, les missions vont continuer à augmenter :

D'une part en ce qui concerne le suivi des DSP

Tout d'abord dès 2020, une clause de revoyure des DSP plaisance et réparation navale doit permettre de réajuster les conditions de la délégation en fonction de l'évolution réelle des conditions d'exécution.

Par ailleurs, les conditions des nouveaux contrats de DSP (plaisance, réparation navale et commerce) sur le port du Légué devront être précisées, ces derniers arrivant à terme au 31 décembre 2023. Il sera alors nécessaire de lancer une nouvelle consultation en 2022.

D'autre part en ce qui concerne le projet de 4^{ème} quai

Dès 2020, le dépôt du dossier d'autorisation environnementale, la concertation et l'enquête publique du 4^{ème} quai seront conduites. Des conventions seront à mettre en place entre le Syndicat mixte et la Région sur la partie commerce pour les travaux du 4^{ème} quai, le dragage, la valorisation des sédiments et le suivi des mesures d'accompagnement.

De plus, les travaux du 4^{ème} quai nécessiteront le lancement de la consultation d'un Appel d'Offres européen (2020) et le suivi technique, administratif et financier des travaux (2021-2025).

Parallèlement, la mise en œuvre de mesures compensatoires sur le 4^{ème} quai nécessitera le suivi administratif et financier de 4 marchés d'études (dès 2020). Devront aussi être lancés et suivis plusieurs marchés de travaux en maîtrise d'ouvrage directe et indirecte (2020-2030) relatif à la mise en place des mesures d'accompagnement.

D'où la nécessité de recruter une personne à temps complet et de manière pérenne sur le poste de Responsable administratif et financier.

Le Conseil syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,

DECIDE

- de créer un emploi de responsable administratif et financier, à temps complet pour une durée hebdomadaire de service de 35/35^{ème}.

Cet emploi pourrait être pourvu par un fonctionnaire de catégorie B au grade de rédacteur. En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par un agent contractuel dans les conditions fixées à l'article 3-2 ou 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Le contrat 3-2 est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année. Les contrats relevant des articles 3-3, sont d'une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée. Le traitement sera calculé au maximum sur l'indice brut terminal de la grille indiciaire des rédacteurs.

- d'inscrire au budget les crédits correspondants.

- de modifier ainsi le tableau des emplois.

Et de m'autoriser à organiser le recrutement et à signer les arrêtés correspondants.

**Le Président,
Alain CADEC**

